



HUMEUR : L'offense faite au Peuple

jeudi 16 février 2017, par [Pierre Titeux, chroniqueur](#)

Je sais que je ne devrais pas, que je vais me faire du mal et en revenir l'esprit laminé entre rage et dégoût mais c'est ainsi : je ne peux m'empêcher de m'aventurer dans les medias de la droite dite « *décomplexée* » – entendez « *qui ne réfrène plus ni sa démagogie populiste, ni ses pulsions xénophobes* ». Il m'apparaît en effet fondamental de connaître au mieux ce que je prétends combattre. Par ailleurs, certaines analyses trouvées là brillent par une qualité justifiant de s'y arrêter à défaut d'y adhérer.

C'est dans ce contexte de curiosité intellectuelle que je m'astreins à consulter régulièrement [lepeuple.be](#), auto-proclamé « *quotidien belge de combat pour nos valeurs* ».

Le site, vitrine du Parti Populaire de Mischaël Modrikamen, affiche à son fronton un « *Osons la vérité* » emblématique des partis revendiqués « *antisystème* ». Il s'agit de s'affirmer comme alternative au discours prétendu mensonger de « *l'appareil médiatique* », grand tout indifférencié et intégralement disqualifié, accusé de relayer sans filtre ni conscience la *doxa* d'un pouvoir à la solde d'une élite mondialisée libérale – libertaire. Au vu du contenu proposé dans ses pages, le « *Toi qui entres ici, abandonne toute espérance* » ornant la porte de l'enfer dans « *La divine comédie* » de Dante serait toutefois plus approprié. Mieux vaut en effet renoncer à tout espoir de pondération, d'humanité et, *in fine*, de vérité avant de plonger dans ce condensé d'intolérance rancie où la calomnie côtoie l'injure ; même les odes à Marine Le Pen, Donald Trump ou au grand démocrate hongrois Viktor Orban s'y avèrent dédiés à une diffusion optimale d'un fiel nationaliste teinté de complotisme.

Il m'importe de préciser ici que je suis loin, vraiment très très très loin, de refuser le débat sur les sujets qui dérangent : l'islamisme plus ou moins radical, l'immigration vue comme une richesse ou un danger, l'intégration, les quartiers ghettos, le port du voile, voire les origines ethniques des petits délinquants et grands criminels, ce qui assez dire mon ouverture d'esprit. Mais pour pouvoir débattre valablement, il faut se fonder sur des faits établis et des opinions ouvertes au(x) questionnement(s), pas sur les contre-vérités ni les positions ayant valeur de dogmes dont lepeuple.be fait le cœur de sa politique rédactionnelle. Petite démonstration.

En ce 14 février dédié à l'amour, l'écran d'accueil du site se déclinait en trois titres jouant à fond la contre-programmation : « *Migrants criminels : retour en Somalie !* », « *Mogherini : l'UE irresponsable !* » et « *Pas gêné, Gosuin !* ». (Vous noterez au passage l'omniprésence du point d'exclamation, accessoire typographique indispensable quand, comme « *Le Peuple* », on est fâché et assertif.)

Voici, reproduit dans son intégralité, l'article (pour autant que la chose puisse prétendre à ce statut) intitulé « *Pas gêné, Gosuin !* ». Ici comme dans les citations ultérieures, les passages mis en gras sont d'origine.

« Le ministre Didier Gosuin (Défi - Région bruxelloise) est - comme les autres - un politique alimentaire. Entré au FDF dans son adolescence, rue du Kouter à Auderghem, il a gravi les échelons et est benoîtement installé dans son fauteuil de ministre, avec 5 mandats dont 3 rémunérés, et le maïorat perpétuel de sa commune. En 2014, il avait 11 mandats, dont 6 rémunérés. (Cumuleo)

Quel n'est pas notre étonnement dès lors, de le voir se proclamer chevalier blanc, en refusant d'assister au congrès de son parti Défi dimanche : « Mon parti est en congrès sur le thème de l'éthique en politique et de la bonne gouvernance. Je n'y assisterai pas. Il n'y a pas de débat de ce type à tenir dans la précipitation d'une actualité nauséabonde. (...) Je n'irai pas à ce congrès car j'aurais le sentiment de devoir sauver la face et crier en chœur : "Nous ne sommes pas tous des pourris !" Quelques crapules, issues du sérail, nous ont déshonorés. (...) Il faut que les présidents des partis concernés extraient l'ivraie du bon grain, posent enfin un geste fort, de confiance dans la légitimité du politique. Ensuite, il nous faudra sereinement, sans tabous ni exclusive ou précipitation, débattre des réformes nécessaires pour moraliser mieux encore la vie politique. Alors je retournerai sur le banc des débats sans avoir le sentiment infect de devoir me disculper. »

Le camarade Gosuin qui lave plus blanc que blanc a des trous de mémoire. En 2014, il cumulait 11 mandats dont 6 rémunérés. Il y a des moments où il serait plus avisé de se taire... Sans compter que les mandats non rémunérés donnent droit à des notes de frais et dans certains cas, d'autres avantages en nature. Dans ces mandats non rémunérés, c'est cependant le contrôle du pouvoir et le clientélisme électoral qui sont les facteurs les plus importants.

Il y a en effet des crapules qui méritent de valser en taule, et un fameux paquet. Quant au suffisant Didier Gosuin, il mérite une paire de baffes ! »

Bien évidemment, il s'agit ici de surfer sur la vague de dénigrement et de rejet du politique générée, notamment, par l'affaire Publifin. Et tant pis si cela doit se faire au mépris des règles d'objectivité et de déontologie les plus élémentaires. Passons sur l'interprétation à tout le moins orientée qui est faite des propos de Gosuin, lesquels me semblent plus honorer l'homme que le discréditer, pour nous arrêter sur la mise en épingle du cumul de mandats. La simple consultation du site source de l'information permet de constater que les 11 mandats répertoriés pour 2014 ne couvrent pas la totalité de l'année. Plusieurs cessèrent en effet dès lors que le bourgmestre Gosuin renonça à ce poste pour devenir ministre. Il se retrouva alors avec les « 5 mandats dont 3 rémunérés » annoncés pour 2015 et dont on cherchera vainement en quoi ils posent problème puisqu'ils relèvent pleinement et constitutionnellement de l'exercice de ses fonctions.

Au final, on se trouve donc face à un article totalement dénué de fond qui stigmatise *ad hominem* un politique à seules fins de dénigrer « le système » utilisé comme repoussoir et entretenir un sentiment de « tous pourris ».

« *Combat pour nos valeurs* », qu'ils disent. Je suis curieux de savoir quelles peuvent bien être les valeurs en question...

Venons-en à la charge contre « *Mogherini* », Frederica de son prénom, ci-devant Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Il lui est reproché d'avoir « *divagué encore une fois* » en déclarant lors du sommet Europe - Afrique tenu à Malte au début du mois que « *les Européens devraient comprendre que nous avons besoin de l'immigration pour nos économies. (...) L'Europe ne ferme pas ses portes et ne va pas le faire.* » Admettons que l'attaque s'assimile à une prise de position respectant le cadre et les règles du débat politique. Admettons. Mais peut-elle justifier l'utilisation de termes comme « *créature politique* » ou « *sotte* » pour discréditer une femme qui a eu, aux yeux de l'auteur, le tort de pleurer à une tribune officielle en apprenant les attentats de Bruxelles (et sans doute, plus encore, celui d'être une « *ancienne communiste* »).

« *Nos valeurs* », donc. Au rang desquelles on recense à l'évidence la misogynie et le sexisme.

Le commentaire apparaît d'autant plus déplacé que le magazine « *Forbes* » a classé Mme Mogherini au 19ème rang (et au 8ème des personnalités politiques) de son classement des « 100 femmes les plus puissantes du monde » [1], soulignant le rôle majeur qu'elle a joué dans la conclusion d'un accord sur le nucléaire iranien. Pas mal, pour une « *sotte* »...

Mais le plus intéressant réside dans l'origine de l'article. Car il ne s'agit pas d'une production propre ; sa présence ici résulte des accords d'échange de contenu conclus (notamment) avec le site français « *boulevard voltaire* » [2], créé en 2012 par les journalistes Dominique Jamet - qui en démissionna en 2016 pour cause de désaccord sur l'évolution rédactionnelle - et Robert Ménard. Robert Ménard, élu en 2014

maire de Béziers sous l'étiquette « Rassemblement bleu Marine » et qui, depuis, défraie régulièrement la chronique par ses initiatives sujettes à polémiques : listage des élèves musulmans ; interdiction de l'étude du matin aux enfants de chômeurs ; rue rebaptisée en l'honneur de partisans de l'Algérie française ; campagne d'affichage vantant le « *nouvel ami* » (sic) de sa police municipale, à savoir un pistolet ; photomontage en « Une » du journal de la ville présentant un train surchargé de réfugié avec en titre « *Ils arrivent !* ».

« *Nos valeurs* », encore et toujours...

On en arrive maintenant à ce qui était LE titre de ce matin là : « *Migrants criminels : retour en Somalie !* » Pour le coup, on quitte le foireux et le contestable pour entrer de plain-pied dans le nauséabond.

Je ne sais pas vous mais moi, j'ignorais que la criminalité somalienne menaçait la paix et la sérénité de notre beau royaume... Mieux (ou pire, c'est selon), si j'avais bien entendu ici et là des commentaires peu amènes sur les Marocains, les Maghrébins, les Roumains, les Roms, les Arabes, les Africains, les jeunes, ceux de la cité, ces gens-là - liste non exhaustive -, jamais au grand jamais il ne m'était parvenu d'écho sur les méfaits des Somaliens. Enfin, il y des choses qu'on ne sait pas...

Sauf qu'ici, il n'y a rien à savoir : « Le Peuple » réussit à mettre en Une un article titré sur du vide à seule fin de ressasser une fois de plus son rejet des « *migrants* » opportunément associés pour l'occasion au statut de « *criminels* » dans une prose qui élève l'amalgame au statut d'art.

Ça commence dès le chapeau : « ***Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, Theo Francken, a de la suite dans les idées et fait du bon travail. Il poursuit ses efforts pour obtenir des accords d'extradition et de retour des criminels vers les pays d'où partent les migrants illégaux. Il vient de marquer un point avec la Somalie, ce pays qui se remet péniblement à exister et dont tous les nationaux obtiennent automatiquement le droit d'asile dans notre pays de fous, puisqu'ils « viennent d'une zone de guerre ».*** »

Essayez de trouver les liens logiques entre « *retour des criminels* », « *vers les pays d'où partent les migrants illégaux* » et « *la Somalie (...) dont tous les nationaux obtiennent automatiquement le droit d'asile dans notre pays de fous* ». En fait, non, ne perdez pas votre temps : il n'y en a pas. Tout repose sur une habileté redoutable à mélanger les termes qui font mouche - « *criminels* », « *illégaux* », « *droit d'asile* » - afin de générer et exploiter une confusion favorable au(x) message(s) à faire passer.

« ***En 2015, il y avait 2.000 Somaliens en demande d'asile en Belgique. 847 nouveaux migrants somaliens sont arrivés en 2016. La plupart seront automatiquement acceptés, vont recevoir les aides de l'Etat, la gratuité des soins et l'autorisation de faire venir leur famille, à nos frais. Tout le monde va être inscrit à la Sécurité sociale, sans avoir jamais cotisé. Nous sommes riches !*** Malgré cela, 40 Somaliens ont déjà réussi à se retrouver en prison, avec des peines de 3 à 20 ans ! Cela signifie qu'ils ont commis des crimes très graves pour avoir une peine de prison, et a fortiori une peine de cette importance ! »

Là encore, tout y est : « *automatiquement acceptés* », « *aides de l'Etat* », « *gratuité des soins* », « *faire venir leur famille* », « *à nos frais* », « *jamais cotisé* »... Les graines du rejet et de la haine sont semées, reste à les saupoudrer d'engrais : « *Nous sommes riches !* » Pour favoriser une croissance optimale, ne pas oublier d'arroser abondamment avec de la criminalité.

La suite du texte nous offre une illustration véritablement surréaliste de ses amalgames, mensonges et contre-vérités. Ainsi, l'auteur se félicite : « *Theo Francken a déjà fait rapatrier plusieurs de ces criminels, sous escorte, notamment un pirate de haute mer, qui avait arraisonné le Pompei : Mohammed Aledi Hassan, qui a passé 6 ans en prison en Belgique (à nos frais...). Il a été renvoyé à Mogadisciu.* » Mais quant on connaît l'histoire de ce Mohammed Aledi Hassan, on comprend combien tout fait grain au moulin de la désinformation. La présence du bonhomme sur le territoire belge résulte en effet d'une opération de... la police fédérale ! Afin d'attirer l'individu, l'arrêter puis le juger, celle-ci échafauda un scénario lui faisant croire qu'il était attendu pour signer un contrat de conseiller en vue d'un film relatant ses exploits de pirate [3]. On est bien loin de la fable du migrant devenu criminel...

Le plus fort - et le plus lamentable - dans ce texte, c'est qu'il ne prend même pas la peine de contester la légitimité du statut accordé aux Somaliens arrivés chez nous. Au contraire, il reconnaît on ne peut plus explicitement que ceux-ci remplissent les conditions pour demander et recevoir l'asile : « *En fait la Somalie n'est plus un Etat depuis longtemps. L'Etat Islamique y est de plus en plus présent. Al Qaïda également. Le pays est retourné à la sauvagerie (...)* » On peut ajouter, pour bien comprendre de quoi on parle, que la Somalie figure à la première place du classement des pays les plus fragilisés établi par le Fund for Peace <http://fsi.fundforpeace.org> ; au-delà des conflits qui y font rage, un enfant sur 11 y meurt avant son premier anniversaire et une femme sur 18 y décède en couche [4]. Selon l'Office International des Migrations, « *plus de six millions de personnes nécessitent une aide humanitaire d'urgence dans certaines régions qui devraient connaître la famine d'ici quatre mois. (...) Quelque 363 000 enfants de moins de cinq ans, dont 71 000 sont en danger de mort, souffrent actuellement de malnutrition aigüe. La famine est particulièrement sévère pour 1,1 million de personnes vivant dans des situations de déplacement interne prolongé. (...)* » [5]

Mais peu importe tout cela. L'enjeu ne réside pas dans le bien-fondé de leur démarche mais dans le refus de principe qu'il s'agirait d'y opposer. Que ces hommes, femmes et enfants soient en danger chez eux est une chose ; que « nous » n'en voulions pas chez nous en est une autre qui prime sur tout. Il s'agit tout simplement là d'une remise en cause directe des procédures d'asile, remise en cause illégale au regard du droit international et qui participe donc uniquement d'un racolage électoraliste basé sur les peurs et les instincts les plus primaires.

Tout cela pourrait n'être qu'anecdotique mais c'est malheureusement loin d'être le cas. Cette stratégie de désinformation se trouve en effet appliquée à l'ensemble de l'actualité présente sur le site en vue de servir le projet politique du Parti Populaire. Lequel semble partager non seulement nombres d'idées de Donald Trump mais également son goût pour les « *fake news* ».

Pauvre « Peuple », aujourd'hui voué à stigmatiser les idéaux humanistes au nom desquels il vit le jour...



Notes

[1] <http://www.forbes.com/power-women/>

[2] <http://www.bvoltaire.fr>

[3] http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/10/15/la-rocambolesque-arrestation-d-un-pirate-somalien-piege-par-la-police-belge_3496015_3214.html

[4] http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/somalia_fr.pdf

[5] <https://www.iom.int/fr/news/loim-met-en-garde-contre-le-risque-de-famine-pour-des-millions-de-personnes-en-somalie>